

Le réalisateur et ancien prisonnier politique tibétain Dhondup Wangchen retrouve sa liberté en exil

Le célèbre réalisateur et ancien prisonnier politique tibétain Dhondup Wangchen est parvenu à quitter son pays pour retrouver sa femme et ses enfants aux États-Unis.



Dhondup Wangchen à San Francisco en compagnie de sa femme, Lhamo Tso, et de leurs quatre enfants.
(Photo : Filming For Tibet)

La bonne nouvelle a été annoncée le 27 décembre 2017 par l'organisation suisse Filming for Tibet, qui a milité en faveur de la libération de Dhondup Wangchen ces dernières années : « Dhondup Wangchen est arrivé sain et sauf à San Francisco dans l'après-midi du 25 décembre, après une évasion difficile et risquée du Tibet et de la République populaire de Chine. »

Dans son [annonce](#), Filming for Tibet a également cité Dhondup Wangchen : « Après de nombreuses années, c'est la

première fois que j'apprécie le sentiment de sécurité et de liberté. Je voudrais remercier tous ceux qui ont permis que je puisse tenir à nouveau dans mes bras ma femme et mes enfants. Cependant, je ressens aussi la douleur d'avoir laissé derrière moi mon pays, le Tibet. »

Dhondup Wangchen a été arrêté par le gouvernement chinois en mars 2008 après avoir réalisé le documentaire [Leaving Fear Behind](#) (« Surmonter la

> Suite page 2

DANS CETTE ÉDITION

1. Le réalisateur et ancien prisonnier politique tibétain Dhondup Wangchen retrouve sa liberté en exil
2. Le Parlement européen adopte une résolution d'urgence sur Tashi Wangchuk et le moine Choekyi
3. Première visite d'État du président français Emmanuel Macron en Chine
4. La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis demande l'accès réciproque et le respect de la liberté religieuse et des droits de l'Homme au Tibet
5. Deux nouvelles auto-immolations fin 2017
6. L'interdiction d'accès à des réserves naturelles du Tibet suscite des inquiétudes au sujet des nomades tibétains sur le site de l'UNESCO
7. Le point sur les prisonniers politiques
8. Suggestion de lecture
9. Événements à venir
10. Calendrier mural 2018 d'ICT

> Suite de la page 1

peur») avec son ami Golog Jigme. Ce documentaire donne la parole à des citoyens tibétains au sujet du Dalaï-Lama et du gouvernement chinois l'année précédant les Jeux olympiques de Beijing en 2008. Il a été condamné à six ans de prison en 2009 pour « incitation à la subversion ». Il a ensuite été libéré en juillet 2014 après avoir purgé sa peine, mais ses droits et sa liberté de mouvement demeuraient

limités. Depuis sa libération, Dhondup Wangchen s'efforçait de rejoindre sa famille. Le documentaire *Leaving Fear Behind* a été projeté secrètement en avant-première pour les journalistes le 6 août 2008 à Beijing, quelques jours avant le début des Jeux olympiques. Il a ensuite été diffusé dans 30 pays différents, y compris au Parlement européen.

Dhondup Wangchen était l'un des prisonniers politiques tibétains les plus connus de ces dernières années. Son travail courageux et pacifique a fortement contribué à sensibiliser la communauté internationale sur les véritables sentiments et opinions du peuple tibétain. International Campaign for Tibet (ICT) se réjouit de le voir enfin réuni avec sa femme et ses enfants qu'il n'avait plus vus depuis près de dix ans. ■

Le Parlement européen adopte une résolution d'urgence sur Tashi Wangchuk et le moine Choekyi

Le 18 janvier, le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution d'urgence sur la Chine, exprimant sa profonde préoccupation concernant deux prisonniers politiques tibétains, le défenseur de la langue tibétaine Tashi Wangchuk et le moine Choekyi.



Dans cette [résolution](#), qui concerne également les défenseurs chinois des droits de l'Homme Wu Gan, Xie Yang, et Lee Ming-che, le Parlement européen se dit « profondément préoccupé par l'arrestation et la détention de Tashi Wangchuk, ainsi que par son accès limité à une assistance juridique, le manque de preuve contre lui et les irrégularités de l'enquête pénale ; et demande la libération immédiate et inconditionnelle de Tashi Wangchuk ».

« International Campaign for Tibet (ICT) salue l'adoption de cette résolution, qui souligne une nouvelle fois le rôle essentiel du Parlement européen dans la défense des victimes des violations

des droits de l'Homme en Chine et au Tibet », a déclaré le directeur des affaires européennes d'ICT, Vincent Metten. « Nous espérons que cette résolution forte ainsi que les déclarations de préoccupations de plusieurs gouvernements européens et institutions de l'UE au cours des derniers mois auront un impact sur l'issue du procès de Tashi Wangchuk et sur les conditions de détention de Choekyi. Nous saluons également l'appel adressé au gouvernement chinois pour qu'il renoue le dialogue avec le Dalaï-Lama et ses représentants, la condamnation des campagnes anti-bouddhisme et l'adoption de la loi sur la lutte contre le terrorisme, qui pourrait déboucher sur la criminalisation de l'expression pacifique de la culture et de la religion tibétaines. »

Tashi Wangchuk, commerçant tibétain de 32 ans, a été arrêté le 27 janvier 2016 après être apparu en novembre 2015 dans une vidéo du New York Times, [A Tibetan's Journey to Justice](#) (« Voyage d'un Tibétain pour la justice »), dans laquelle il plaidait pour le droit des Tibétains à apprendre et à étudier dans leur langue maternelle. Il a été jugé en janvier pour « incitation à la sécession ». Le verdict n'a pas encore été rendu, mais Tashi Wangchuk pourrait être condamné jusqu'à 15 ans d'emprisonnement, et risque en outre toujours d'être torturé et de subir de mauvais traitements.

Cette résolution du Parlement européen vient s'ajouter à plusieurs autres déclarations officielles au sein de l'UE condamnant la mise en détention de

> Suite page 3

> Suite de la page 2

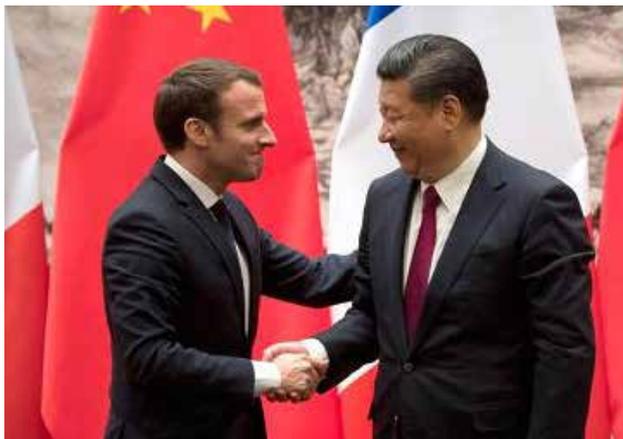
Tashi Wangchuk ou exprimant des inquiétudes à son égard. L'Union européenne a par exemple déjà adopté une position ferme concernant Tashi Wangchuk, notamment dans une déclaration à l'occasion de la [Journée internationale des droits de l'Homme en 2016](#), dans une [déclaration](#) prononcée au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies en mars 2017, dans une [déclaration du SEAE](#) à l'issue du 35^{ème} cycle du dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme en juin 2017, et plus récemment [par le biais de sa délégation à Beijing](#) à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme. L'Allemagne a également évoqué le cas de Tashi Wangchuk à plusieurs occasions, notamment lors des 35^{ème} et 36^{ème} sessions du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. En février 2017, une [communication conjointe](#) le concernant a été publiée par cinq Rapporteurs spéciaux des Nations Unies et le Groupe de travail sur la détention arbitraire. En outre, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a mentionné le

cas de Tashi Wangchuk dans son [discours d'ouverture](#) lors de la 36^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme. Les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Union européenne ont envoyé des diplomates à Yushu afin d'assister au procès de Tashi Wangchuk le 4 janvier, mais ceux-ci n'ont pas été autorisés à observer le déroulement du procès.

Dans cette résolution, les membres du Parlement européen ont également appelé les autorités chinoises à « libérer le moine tibétain Choekyi immédiatement et sans condition » et ont pressé « le gouvernement chinois de permettre à sa famille et aux avocats de son choix de lui rendre visite, ainsi que de lui prodiguer les soins médicaux appropriés ». L'état de santé de Choekyi s'est détérioré après des séances de torture et de travaux forcés en prison. Selon plusieurs sources, il est désormais dans un état critique (voir le point sur les prisonniers politiques en page 6 pour en savoir plus à son sujet). ■

Première visite d'État du président français Emmanuel Macron en Chine

Le président français Emmanuel Macron s'est rendu en Chine du 8 au 10 janvier. Il s'agit de la première visite d'un dirigeant européen important depuis le 19^{ème} congrès du Parti communiste chinois en octobre dernier.



Le président français Emmanuel Macron et le président chinois Xi Jinping se serrent la main après une conférence de presse conjointe au palais de l'Assemblée du Peuple à Beijing le 9 janvier 2018. (Photo : Mark Schiefelbein/AFP/Getty Images)

Ces trois jours de visite – qui ont marqué le premier déplacement du président Emmanuel Macron dans un pays asiatique – ont été placés sous le signe des relations et de la coopération

à la décision du président américain Donald Trump de retirer son pays des accords de Paris. L'initiative One Belt, One Road de Xi Jinping a également fait l'objet de discussions; la France

franco-chinoise dans plusieurs domaines tels que la sécurité et l'Afrique. Cette visite avait également pour objectif d'améliorer les relations commerciales entre les deux pays, le président Macron étant accompagné d'une délégation d'environ 50 chefs d'entreprise. Le changement climatique était aussi au cœur de cette visite, car Emmanuel Macron, qui se présente comme le chef de file dans la lutte contre ce fléau, est à la recherche d'alliés suite

avait jusqu'alors été prudente quant à ce projet, mais le président Macron y a exprimé son soutien.

Cette visite a également permis au président français de se positionner comme un porte-parole de l'Union européenne, en appelant la Chine à davantage de réciprocité dans les relations UE-Chine, lui demandant notamment d'offrir un meilleur accès pour les entreprises européennes aux secteurs réglementés ou protégés de l'économie chinoise (tout comme les sociétés chinoises en bénéficient à l'étranger). Comme le souligne [une opinion](#) cohérente publiée par Euractiv, la première visite du président français en Chine a eu lieu à un moment délicat pour les relations UE-Chine, sur fond de préoccupations quant aux implications des investissements chinois sur le

> Suite page 4

> Suite de la page 3

continent et aux conséquences de la stratégie «diviser pour régner» de la Chine en Europe. À cause de cette stratégie, plusieurs États membres de l'UE ont en effet renoncé à critiquer le triste bilan de la Chine en matière de droits de l'Homme au cours des derniers mois, par crainte de représailles économiques.

En amont de cette visite, ICT avait demandé [instamment](#) au président français de donner l'exemple en faisant passer les valeurs avant les intérêts commerciaux, et de profiter de cette occasion pour évoquer la question du

Tibet, promouvoir la reprise du dialogue sino-tibétain et soulever des inquiétudes quant à certains cas comme celui du défenseur de la langue tibétaine en détention Tashi Wangchuk. Cependant, lors d'une [conférence de presse conjointe](#) avec son homologue chinois, Emmanuel Macron n'a fait que brièvement allusion aux libertés et aux droits fondamentaux, surtout pour indiquer que la diplomatie entre la France et la Chine se ferait dans le respect des «différences» entre les deux pays en la matière. Il a fait valoir par la suite que ce n'était pas son rôle de «donner des leçons» à la Chine et qu'il avait évoqué ses

inquiétudes quant à la situation des droits de l'Homme avec Xi Jinping «en privé», sans préciser la nature de leurs échanges. Il estime en effet que ce type de dialogue est beaucoup plus efficace que la «diplomatie du mégaphone». Cette décision a été critiquée par de nombreux observateurs, notamment [Human Rights Watch](#), le journaliste politique français [Thierry Wolton](#) et le grand artiste militant chinois [Ai Weiwei](#), qui a déclaré: «Un homme public doit toujours parler en public (...) n'importe quel leader qui a un quelconque respect pour l'histoire humaine doit parler plus fort des droits de l'Homme.» ■

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis demande l'accès réciproque et le respect de la liberté religieuse et des droits de l'Homme au Tibet

Le 6 décembre 2017, Richard Gere, président d'International Campaign for Tibet, a témoigné lors d'une audience du Congrès sur la politique américaine à l'égard du Tibet à Washington, DC.



Le président d'ICT Richard Gere montre une photo du moine tibétain Tenga lors de l'audience. (Photo : Capture d'écran de la retransmission de l'audience du sous-comité).

Lors de cette audience organisée par le sous-comité sur l'Asie et le Pacifique de la Chambre des représentants, les membres du comité et les différents témoins ont demandé des mesures de fond pour

régler la question du Tibet, dans le cadre d'un large débat sur la position de la Chine dans le monde, sur le Dalaï-Lama et la question de sa succession, sur l'importance stratégique du Tibet pour la RPC, et sur d'autres questions. L'audience

du sous-comité a eu lieu dans le cadre d'efforts visant à faire progresser la loi bipartite sur l'accès réciproque au Tibet ainsi qu'une résolution concomitante pour soutenir la place du Tibet dans la politique étrangère américaine. Tenzin Tethong, directeur du service tibétain de Radio Free Asia, et Carl Gershman, président de la Fondation nationale pour la démocratie, ont également témoigné lors de cette audience.

Dans ses remarques, Richard Gere a informé le comité de la récente immolation d'un moine tibétain respecté prénommé Tenga, et a comparé les niveaux de répression de plus en plus élevés des autorités chinoises avec la «voie des Tibétains vers la coexistence et loin du conflit». En soutenant la demande des Tibétains en faveur d'une véritable autonomie, Richard Gere a déclaré que la Chine devait davantage respecter le droit international, dans la mesure où le pays joue désormais un rôle plus important sur la scène mondiale.

Cliquez [ici](#) pour voir l'enregistrement de l'audience. ■

L'interdiction d'accès à des réserves naturelles du Tibet suscite des inquiétudes au sujet des nomades tibétains sur le site de l'UNESCO

Les autorités chinoises ont émis un avis interdisant l'accès à la réserve naturelle d'Hoh Xil dans le Qinghai, admise en juillet 2017 au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette interdiction ne concerne toutefois pas le personnel de sécurité ni les autres fonctionnaires autorisés, ce qui suscite de nouvelles préoccupations quant à l'exclusion des pasteurs nomades tibétains dans la région et sur le plateau tibétain.

L'avis, publié dans la presse officielle chinoise le 27 novembre 2017, indique qu'il est interdit à « toute unité ou tout individu » d'entrer dans les trois grandes réserves naturelles, dont Hoh Xil (Achen Gangyap en tibétain, Kekexili en chinois), une région du plateau tibétain dans le Qinghai deux fois plus grande que la Belgique. Le rapport précise que ces restrictions s'appliquent également aux deux réserves naturelles limitrophes : la grande réserve de Chang Tang (Qiangtang en chinois) et la réserve d'Altun Shan dans le Xinjiang au nord-est. Selon la presse officielle, le directeur de la réserve naturelle de Hoh Xil a déclaré que cet avis conjoint « visait à sévir contre le franchissement illégal et l'exploitation minière » et que quiconque ne respecterait pas cette décision serait « puni par les organes de la sécurité publique ».

La réserve naturelle de Hoh Xil a été admise au patrimoine mondial de l'UNESCO en juillet 2017. En amont de cette décision, International Campaign for Tibet (ICT) avait publié un rapport intitulé *Nomads in 'no man's land': China's nomination for UNESCO World heritage risks imperilling Tibetans and wildlife* (« Des nomades dans le no man's land : la nomination de la Chine au patrimoine mondial de l'UNESCO risque de mettre

en péril les Tibétains et la nature »), qui révélait l'importance et les dangers pour la faune et les nomades tibétains de l'admission de ce site au patrimoine mondial de l'UNESCO. Bien que le rôle des nomades dans la préservation du paysage et la nécessité de leur laisser leur liberté de mouvement aient été reconnus lors de la discussion entourant cette nomination, et malgré l'existence de lignes directrices claires sur la protection des droits des populations locales et autochtones et sur la préservation de leur culture, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a approuvé la nomination du site.

La publication de cet avis s'inscrit dans le cadre de l'approche du gouvernement chinois visant à qualifier l'utilisation traditionnelle des terres pastorales du plateau tibétain de « menace » pour l'environnement, bien que ce soit l'inverse, et soulève de nouvelles préoccupations quant à l'exclusion des pasteurs nomades tibétains à Hoh Xil et sur le plateau. L'avis en question semble également s'opposer aux garanties données à l'époque par le gouvernement chinois à l'UNESCO, selon lesquelles il « respecterait complètement » les éleveurs locaux ainsi que « leur culture traditionnelle, leurs croyances religieuses et leur mode de vie ». ■

Deux nouvelles auto-immolations fin 2017

Deux Tibétains, un moine respecté ainsi qu'un jeune homme, se sont immolés par le feu à fin de l'année dernière, portant à 152 le triste nombre d'auto-immolations de Tibétains depuis février 2009.



Tenga, le moine tibétain qui s'est immolé le 26 novembre.

Le premier des deux Tibétains, un moine sexagénaire du nom de Tenga, a mis le feu à son propre corps et est mort le 26 novembre à Garzê (Ganzi en chinois), dans la région du Kham dans le Tibet oriental. Il aurait réclamé la liberté du Tibet pendant qu'il brûlait. Selon des sources tibétaines, plusieurs policiers armés sont arrivés rapidement et ont emmené le corps de Tenga. D'après ces mêmes sources, la région a immédiatement fait l'objet d'un confinement et toutes les communications internet ont été bloquées.

Un proche de Tenga vivant actuellement en exil a expliqué que le moine se consacrait à l'éducation des enfants des villages de Garzê à titre bénévole. Les habitants lui avaient donné le titre respectueux de « Gen la » ou « Professeur ». Jadis moine du monastère de Garzê, Tenga était retourné dans son village, Dando, à quelques heures de route, à cause de sa santé chancelante. En plus d'enseigner aux enfants, Tenga organisait également

> Suite page 6

Le point sur les prisonniers politiques

Choekyi



Le moine tibétain Choekyi sur une photo non datée. (Photo :Voice of Tibet)

Un moine tibétain du nom de Choekyi, emprisonné il y a deux ans pour avoir célébré l'anniversaire du Dalaï-Lama, est actuellement en mauvaise santé en prison, selon Radio Free Asia (RFA).

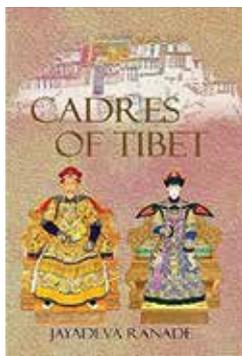
Moine au monastère de Phurbu dans le comté de Serta, dans le Tibet oriental, Choekyi a été arrêté en 2015 et condamné à quatre ans de prison après avoir été accusé d'avoir mené des « activités

séparatistes ». Selon certains rapports, il portait à l'époque un vêtement au dos duquel était inscrit « kue-gya-ton-su », que l'on pourrait traduire par : « célébration du 80^{ème} anniversaire de Sa Sainteté ».

Choekyi aurait déjà été en mauvaise santé avant son arrestation. « *Il avait des problèmes de rein, la jaunisse et d'autres problèmes de santé qui se sont aggravés parce qu'il a été torturé en détention* », explique une source anonyme de RFA. Sa santé s'est détériorée encore plus à cause des travaux forcés qu'il a dû effectuer en prison, a ajouté cette source.

Depuis 2008, les autorités chinoises ont pris des mesures sévères contre les marques de loyauté à l'égard du Dalaï-Lama, et Choekyi n'est pas un cas isolé. D'autres Tibétains ont été arrêtés pour avoir célébré l'anniversaire du Dalaï-Lama, dont quatre moines du monastère de Kirti et cinq laïcs condamnés en décembre 2016 à des peines allant de cinq à quatorze ans de prison pour le même « crime ». ■

Suggestion de lecture



Éditeur :
KW Publishers

Date de publication :
septembre 2017

Cliquez [ici](#) pour acheter ce livre.

Cadres of Tibet (« Les cadres du Tibet »), de Jayadeva Ranade

Il y a beaucoup d'informations et de données sur la Région autonome du Tibet (RAT) dans la presse officielle chinoise, mais très peu sur les cadres qui la gouvernent et sur certains aspects essentiels des politiques chinoises à l'égard du Tibet. Lorsqu'elles sont disponibles, ces informations sont fragmentaires et éparses. Peu y ont accès, sauf ceux qui consentent à des efforts résolus pour les obtenir. Ce livre est une première tentative de rendre les informations pertinentes sur le Tibet facilement accessibles à tout lecteur intéressé. L'ouvrage consiste principalement à présenter des ébauches biographiques des cadres relativement plus importants, afin de permettre à l'analyste et au lecteur de se faire une idée de ces individus, de leurs perspectives de carrière et éventuellement de leurs affiliations. Il évoque aussi brièvement le programme Aide au Tibet, dont l'importance réside dans le fait qu'il a permis d'exposer de nombreux cadres du PCC en Chine aux conditions de vie au Tibet et qu'il a grandement influencé leur cheminement de carrière. Il a constitué, au fil des ans, une cohorte de cadres du PCC qui ont pris part aux politiques du PCC et du gouvernement central à l'égard du Tibet. ■

> Suite de la page 5

des cérémonies de prière et des séances d'enseignement pour la population locale.

Un mois plus tard, le 23 décembre 2017, un jeune homme tibétain du nom de Konpe s'est immolé par le feu et a succombé à ses blessures à Ngaba (Aba en chinois), à proximité de l'endroit où la première immolation par le feu a eu lieu au Tibet il y a huit ans. Dans une vidéo poignante circulant sur la toile, on peut entendre une femme crier « *Gyalwa Tenzin Gyatso [Dalaï-Lama], accordez-nous votre compassion* ».



Le jeune Konpe qui s'est immolé sur une photo non datée. (Photo : avec l'aimable autorisation du monastère de Kirti)

Konpe, qui était âgé d'une trentaine d'années, a été emmené directement par la police. Il est décédé dans la matinée du 24 décembre, selon deux moines du monastère de Kirti en exil à Dharamsala en Inde. Ces derniers ont également expliqué que le père de Konpe était détenu par les autorités à Barkham (Ma'erkang en chinois). Les autorités affirment que le père de Konpe doit des dizaines de milliers de yuans dépensés pour le traitement médical de son fils.

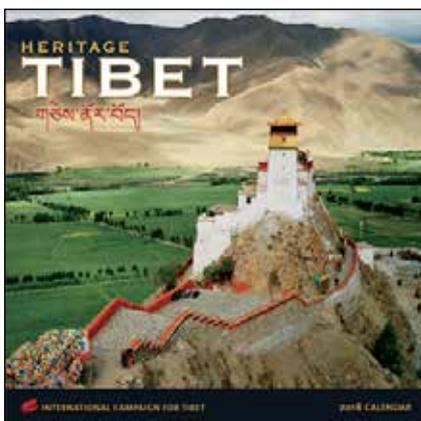
Tenga et Konpe sont les 151^{ème} et 152^{ème} Tibétains à s'être immolés par le feu depuis 2009 (y compris six en 2017), dans l'une des vagues les plus radicales et les plus importantes d'immolations comme protestations politiques à l'échelle mondiale. Deux Tibétains en exil en Inde se sont également immolés en juillet 2017. ■

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- ▶ **16 - 18 FÉVRIER :**
Losar (Nouvel An tibétain)
- ▶ **26 FÉVRIER - 23 MARS :**
37^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies
- ▶ **10 MARS :**
Rassemblement de solidarité européen à Genève à l'occasion du 59^{ème} anniversaire du soulèvement tibétain
- ▶ **AUTOMNE 2018 :**
Troisième cycle de l'Examen périodique universel (EPU) de la Chine au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies

Calendrier mural 2018 d'ICT

International Campaign for Tibet vous souhaite une excellente nouvelle année !



Si vous n'avez pas encore de calendrier pour 2018, jetez donc un œil au calendrier « Heritage Tibet » (Héritage du Tibet) d'ICT. Il réunit douze magnifiques photographies de sites ayant une importance ou un lien particulier avec l'histoire et le peuple tibétain. Vous y trouverez notamment des images de l'impressionnante vallée du Yarlung dans le sud du Tibet, où les Tibétains pensent que leurs premiers ancêtres sont nés à l'aube de notre histoire ; de Samye, le premier monastère bouddhiste, construit au VIII^{ème} siècle, qui intègre les principes architecturaux des grandes civilisations environnantes avec lesquelles le Tibet a traité ; le célèbre monastère de Kumbum, un établissement d'enseignement supérieur dont les fondements ont été posés par le Troisième Dalaï-Lama au XVI^{ème} siècle ; et de Dergé Parkhang, un trésor culturel dans la région du Kam dans le Tibet oriental qui a contribué à produire des milliers de volumes de traités bouddhistes tibétains.

Vous pouvez acheter notre calendrier sur notre [boutique en ligne](#) pour seulement 5 €. Un beau cadeau à s'offrir ou à offrir -chaque calendrier acheté contribue à soutenir notre travail en 2018 et dans les années à venir.